

---

## RECONNAÎTRE ET VALORISER LE TRAVAIL DE SOINS NON RÉMUNÉRÉ DANS LES SYSTÈMES ÉCONOMIQUES

**Auteur : Grace Arina, Responsable de l'Initiative fiscale féministe (TJNA et NAWI)**

Il n'existe pas de définition unique du travail de soins non rémunéré, mais il comprend les tâches ménagères et les soins aux proches et constitue l'épine dorsale des familles, des communautés et des économies prospères dans le monde entier.<sup>1</sup> Aujourd'hui, les femmes et les jeunes filles sont plus susceptibles d'occuper des emplois mal rémunérés et précaires et d'assumer la charge du travail de soins non rémunéré et sous-payé. En plus de travailler gratuitement à la maison, la plupart des femmes pauvres effectuent des travaux domestiques pour s'occuper d'autres personnes. Cela s'explique par le fait que le cadre économique néolibéral actuel perpétue l'inégalité entre les genres en exploitant activement les femmes et les filles et en leur ôtant tout pouvoir, en comptant sur elles pour faire ce travail, mais en ne les valorisant pas pour cela.<sup>2</sup>

C'est le même cadre néolibéral défectueux qui façonne la réponse au problème du néolibéralisme. Ce cadre défectueux est perpétué par les institutions financières internationales (IFI) telles que le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, qui sont au sommet de l'architecture financière mondiale et ont été les principaux promoteurs de la privatisation, de la déréglementation et de la consolidation fiscale (mesures d'austérité) appliquées dans le monde entier au cours des dernières décennies et qui ont depuis intensifié ces mesures après l'adoption du COVID, entraînant des réductions significatives des dépenses publiques. En conséquence, le fardeau des diverses crises découlant de ces mesures s'est déplacé vers ceux qui pouvaient le moins se le permettre. Les femmes, en particulier, ont joué le rôle d'amortisseurs en période d'austérité et de crise.<sup>3</sup>

Actuellement, l'organisation sociale des soins, c'est-à-dire, la manière dont les besoins en matière de soins sont satisfaits, la relation entre le travail de soins non rémunéré, le travail de soins

---

<sup>1</sup> UN Women, 'Unpaid Care Work: Your Load and Why it Matters,' <[UN Women | Unpaid care work: Your load and why it matters](#)> accessed 12 February 2025.

<sup>2</sup> Clare Coffey et al, 'Time to Care: Unpaid and Underpaid Care Work and the Global Inequality Crisis,' (Oxfam International, 20 January 2020) pg. 12, <[Time to Care: Unpaid and underpaid care work and the global inequality crisis](#)> accessed 12 February 2025.

<sup>3</sup> ActionAid International, 'The Care Contradiction: The IMF, Gender and Austerity' (ActionAid, 10 October 2022) pg.4 <[The Care Contradiction - The IMF, Gender and Austerity.pdf](#)> accessed 15 February 2025.

(sous-)rémunéré, l'approvisionnement public et privé et les dispositifs de soins de proximité est fondamentalement **déséquilibrée, inégale** et, en fin de compte, **insoutenable**.<sup>4</sup>

En Afrique, par exemple, les soins sont profondément ancrés dans le tissu social de la région, qui promeut l'unité, la communauté et la réconciliation. Les soins font partie intégrante de la vie quotidienne et sont influencés par les coutumes culturelles, les croyances traditionnelles et les conventions sociales, les femmes se taillant la part du lion. Cette division du travail en fonction du genre entrave leurs possibilités en matière d'éducation, de leadership, de vie sociale et d'économie. En outre, la nature patriarcale de la société de la région influence considérablement le travail de soins et renforce les inégalités entre les hommes et les femmes.<sup>5</sup>

À l'échelle mondiale, l'économie des soins se développe en raison de l'augmentation de la demande de soins, ce qui en fait une plaque tournante pour de nouvelles opportunités. Toutefois, le secteur souffre actuellement d'un manque général de protections sociales, d'une rémunération faible, voire inexistante, et d'une exposition à des dommages physiques, mentaux et sexuels dans certains cas.<sup>6</sup> D'un point de vue macroéconomique, l'économie des soins peut être considérée comme un facteur déterminant pour plusieurs résultats économiques, notamment le Produit Intérieur Brut (PIB), la création d'emplois, la génération de revenus, la production de main-d'œuvre, la mobilité sociale, etc.<sup>7</sup>

Les gouvernements justifient leur incapacité à réaliser les droits des femmes en invoquant l'insuffisance des fonds, tandis que le système fiscal international et le cadre économique néolibéral, tous deux inefficaces, perpétuent l'extraction des richesses du Sud global et les concentrent dans les mains d'une petite élite, essentiellement composée d'hommes du Nord global.<sup>8</sup>

D'ailleurs, les pays du Sud global, suivant les conseils des IFI, continuent de taxer les plus pauvres en mettant en œuvre des mesures d'austérité et une fiscalité régressive. Ils continuent de s'appuyer sur des

---

<sup>4</sup> Public Services International , 'Care Manifesto: Rebuilding the Social Organisation of Care,' (PSI, January 1 2025), <[Care Manifesto: Rebuilding the social organisation of care - PSI - The global union federation of workers in public services](#)> accessed 17 February 2025.

<sup>5</sup> UN Women, 'The Care Agenda: A Regional Perspective for East and Southern Africa' (UN Women, 2024) pg.10, <[esa\\_care\\_framing\\_final\\_2b\\_3.pdf](#)> accessed 14 February 2025.

<sup>6</sup> International Labour Organization, 'Care Economy' <[Care economy | International Labour Organization](#)> accessed 13 February 2025.

<sup>7</sup> The World Economic Forum, 'The future of the Care Economy' (WEF, 2024) White Paper, 6 <[WEF\\_The\\_Future\\_of\\_the\\_Care\\_Economy\\_2024.pdf \(weforum.org\)](#)> accessed 13 February 2025.

<sup>8</sup> Public Services International , 'Care Manifesto: Rebuilding the Social Organisation of Care,' (PSI, January 1 2025), <[Care Manifesto: Rebuilding the social organisation of care - PSI - The global union federation of workers in public services](#)> accessed 17 February 2025.

impôts indirects tels que la TVA qui, comme le prouvent les faits, fait peser une charge disproportionnée sur les femmes qui s'occupent des enfants et sur les travailleurs du secteur informel, qui sont plus susceptibles de consacrer une part importante de leurs revenus aux biens et services essentiels qu'ils consomment pour assurer leur subsistance.<sup>9</sup>

Le fait que les pays ne reconnaissent pas l'importance de l'économie des soins a conduit à des inégalités coûteuses parce que le travail de soins est principalement effectué par les femmes. Cette omission a minimisé la demande de biens et de services de soins, réduit la valeur socio-économique des soins en tant que bien public et retardé l'élaboration de cadres réglementaires pour combler les écarts.<sup>10</sup>

Il est temps que les gouvernements reconnaissent la valeur sociale et économique du travail de soins, rémunéré ou non, car il ne s'agit pas seulement d'une partie essentielle de la reproduction quotidienne de la vie, mais du fondement de la vie elle-même, et il devrait donc être reconnu comme un droit humain fondamental.<sup>11</sup>

Les pays doivent intégrer le travail de soins dans leurs économies en incorporant les 5R : **Réduire** le fardeau des soins non rémunérés pesant sur les femmes, **Redistribuer** la division par genre du travail existante, **Récupérer** la nature publique des services de soins et restaurer le devoir de l'État de fournir des services publics en finançant la capacité de l'État par la mobilisation des ressources nationales et en inculquant des impôts justes et progressifs dans leur cadre fiscal, **Reconnaître** la valeur socio-économique du travail de soins, qu'il soit rémunéré ou non, et **Récompenser, Rémunérer et Représenter** le travail de soins et les travailleurs du secteur des soins de manière égale en leur offrant une rémunération équitable, c'est-à-dire, un salaire égal pour un travail égal, des pensions adéquates, des protections sociales complètes, des conditions de travail saines et sûres et en défendant leur droit de s'organiser par le biais de la syndicalisation et de la négociation collective.<sup>12</sup>

En outre, pour s'assurer que les recettes fiscales sont dépensées de manière à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes et à fournir des services publics transformateurs de qualité, les

---

<sup>9</sup> Global Alliance for Tax Justice, 'Framing Feminist Taxation: With Examples from Uganda,' pg. 27 (GATJ, 2022) <[2021-06-02-Download-the-guide-in-English-EN-PDF.pdf](#)> accessed 12 February 2025.

<sup>10</sup> Ibid.

<sup>11</sup> Public Services International, 'Care Manifesto: Rebuilding the Social Organisation of Care,' (PSI, January 1 2025), <[Care Manifesto: Rebuilding the social organisation of care - PSI - The global union federation of workers in public services](#)> accessed 17 February 2025.

<sup>12</sup> People Over Profit 'Care Manifesto: Rebuilding the Social Organisation of Care,' (POP, 1 Jan 2025) <[Care Manifesto: Rebuilding the social organisation of care - People over Profit - Fight for the world we need](#)> accessed 13 February 2025.

gouvernements doivent mettre en œuvre une budgétisation sensible au genre, mettre fin aux flux financiers illicites (IFF) et aux pratiques de planification fiscale agressive qui facilitent les abus fiscaux, y compris l'évasion fiscale et le parti pris en faveur des nations riches et des sociétés multinationales, car ils privent injustement les gouvernements des ressources dont ils ont besoin pour soutenir les droits des femmes.<sup>13</sup>

---

<sup>13</sup> Global Alliance for Tax Justice, 'We Need Tax Justice for Gender Equality Now' (GATJ, 26 August 2022) <[We Need Tax Justice for Gender Equality NOW - Global Tax Justice](#)> accessed 13 February 2025.